



Le 24 mars, les retraités mobilisés pour leur pouvoir d'achat et la revalorisation des pensions

Depuis plusieurs mois, nous subissons de plein fouet les différentes augmentations des produits de première nécessité, de l'énergie, de l'alimentation, ... le coût de la vie explose. Cela rend les fins de mois toujours plus difficile. C'est le cas de plus en plus de retraités qui n'ont que leur pension pour vivre.

Dans le même temps, les pensions ne sont pas revalorisées à la hauteur de l'inflation. Les allocations et aides stagnent voire baissent. **Depuis 2014, les prix ont augmenté de 7,9% tandis que les pensions n'étaient revalorisées que de 1,2%.**

La dernière revalorisation de 1,1% au 1^{er} janvier 2022 est bien inférieure à l'inflation prévue par l'INSEE de 3,6%.

Cette nouvelle perte sèche en 2022 accroît encore l'appauvrissement organisé des retraités et des actifs. Ça suffit !

Pourtant l'argent existe. En 2021, 300 milliards d'€ ont été capté par les 500 plus grandes fortunes. La part des bénéfices versée aux actionnaires est passé de 30% à 85% en quarante ans. L'état a versé 210 milliards d'€ aux entreprises dans le cadre des différents plans d'urgence et de relance sans aucun contrôle ni aucune contrepartie ou engagement.

107 milliards d'€ de profits ont été engrangés par les entreprises pendant cette crise sanitaire. Les actionnaires auront reçu 57 milliards d'€ de dividendes en 2021. Le CAC 40 a augmenté de + 21%.

En 2022, les actionnaires selon les projections des économistes devraient toucher 66 milliards d'€ de dividendes.

Ce n'est pas la crise pour tout le monde !

Ce ne sont pas les différents chèques énergie et autres artifices qui peuvent satisfaire les retraités.

- Que peut peser 100€ de chèque énergie quand l'augmentation de la facture de gaz est comprise entre 30 et 50%.
- Que peut peser 100€ de chèque énergie quand le prix du carburant flirte avec les 2€/le litre.
- La facture d'électricité va augmenter de 4%
- La guerre en Ukraine, aura inévitablement des répercussions sur différents produits alimentaire et/ou de première nécessité selon les économistes.

En 15 ans, les retraités ont perdu entre 10 et 12% de leur pouvoir d'achat, soit 1 mois de pension.

Dans le même temps, les patrons du CAC 40 se gavent de profits et de dividendes et sabrent le champagne.

Loin d'être des nantis, comme aime à nous présenter le gouvernement et les médias, de plus en plus de retraités sont sous le seuil de pauvreté. La paupérisation gagne de plus en plus de retraités et particulièrement les femmes.

Il y a URGENCE à revaloriser les pensions.

L'exigence immédiate de 300€ et la revalorisation annuelle des pensions sur l'évolution du salaire moyen constituent une absolue nécessité face à l'explosion des prix.

Au niveau de la Protection Sociale, nous exigeons une Sécurité Sociale intégrale financée par les cotisations sociales et non par l'impôt, couvrant tous les aléas de la vie (retraite, maladie, chômage, perte d'autonomie, ...).

La crise sanitaire et la pandémie ont mis en exergue la situation catastrophique que vit notre système de santé après des années de réduction de moyens de la part des différents gouvernements qui se sont succédé. 120 000 lits fermés depuis 1996, près de 50 000 emplois de soignants disparus, une baisse drastique des formations en médecine entraînant de nombreux déserts médicaux.

Ça suffit, nous disons STOP !

Au niveau des services publics, nous exigeons des services publics en proximité avec des personnels en nombre et formés, garants d'une égalité de traitement et d'un accès sur tout le territoire.

Nous exigeons de véritables services publics et non des ersatz tel que les maisons de service public qui voient le jour un peu partout.

Il est inacceptable que 6,5 millions de personnes âgées n'aient aucun contact social et que le numérique se substitue aux besoins fondamentaux de notre société (accès au logement, aux transports, à l'énergie, au bureau de poste, à la trésorerie, etc...). La dématérialisation des démarches qu'elles quelle soient ne doit devenir une obligation imposée.

La fracture numérique n'est pas une vision caricaturale, c'est malheureusement la réalité de nombreux retraités et personnes âgées qu'ils soient en milieu rural ou citadin.

Les retraités et personnes âgées se mobiliseront encore le 24 mars prochain pour exiger :

- 300€ de suite d'augmentation des pensions
- La revalorisation annuelle des pensions sur l'évolution du salaire moyen
- Le minimum de pension à 2000€ brut pour une carrière complète
- La pension de réversion pour toutes et tous sans condition
- Le financement de la perte d'autonomie par les cotisations sociales et intégrée à la branche maladie de la Sécu
- L'accès aux soins et à la santé
- L'accès aux services publics en proximité

le 24 Mars, toutes et tous ensemble, déterminés

Redon → Rassemblement 11h00 devant la sous-préfecture

Rennes → Rassemblement 11h00 République

Unis et déterminés, ensemble nous pouvons gagner sur nos revendications